

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le **20 juin 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GAEC LES PINIERS**

LA GRANDE ROUSSIERE  
85250 Saint-Fulgent

**Nos Références :** **23-1177 VJ/CC**

**Code AIOT :** 0058502776

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 mai 2023 dans l'établissement GAEC LES PINIERS, implanté à LA GRANDE ROUSSIERE à Saint-Fulgent (85250). L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC LES PINIERS
- LA GRANDE ROUSSIERE - 85250 Saint-Fulgent
- Code AIOT : 0058502776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation avicole du GAEC LES PINIERS est autorisée par arrêté n°19-DRCTAJ/1-57 en date du 13 février 2019 pour un élevage de 119500 emplacements de volailles (canards et poulets), au lieu dit "La Grande Roussière" sur la commune de SAINT FULGENT.

Les volailles sont répartis dans trois bâtiments dont le nouveau d'une superficie de 3200 m<sup>2</sup> a été mis en service en 2020.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- propreté établissement,
- vérification des effectifs,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- stockage des effluents,

- forage et consommation d'eau
- gestion des déchets,
- stockage des produits dangereux,
- Application des MTD.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information                           |
|----|---|--|--|---|
| 9  | Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15           | /  | Action corrective demandée (délai 15 jours) |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)              | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17           | /  | Action corrective demandée (délai 3 mois)   |
| 11 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18           | /  | Action corrective demandée (délai 3 mois)   |
| 12 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19           | /  | Action corrective demandée (délai 3 mois)   |
| 16 | Mise en œuvre des MTD   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41           | /  | Action corrective demandée (délai 3 mois)   |
| 18 | Notification de changement notable                                      | Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 | /  | Action corrective demandée (délai 3 mois)   |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1  | Dossier installation classée            | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 | /  | conforme          |
| 2  | Intégration dans le paysage et propreté | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | /  | conforme          |
| 3  | Préservation de la biodiversité         | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7 | /  | conforme          |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 4  | Propreté – Insectes – Rongeurs                                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10    | /  | conforme          |
| 5  | Stockage des effluents  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | /  | conforme          |
| 6  | Accessibilité de l'installation                                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12    | /  | conforme          |
| 7  | Moyens de lutte contre l'incendie                                 | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13    | /  | conforme          |
| 8  | Installations électriques et techniques – Plans – FDS             | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14    | /  | conforme          |
| 13 | Collecte des eaux de pluie  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24    | /  | conforme          |
| 14 | Déchets et sous-produits animaux                                  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34    | /  | conforme          |
| 15 | Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35    | /  | conforme          |
| 17 | Émissions atmosphériques d'ammoniac                               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45    | /  | conforme          |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est parfaitement entretenue et propre. Les principales non conformités concernent des modifications apportées aux installations qui n'ont pas fait l'objet d'une notification préalable au Préfet. Ces modifications nécessitent la révision de certaines MTD du BREF élevage.

### 2-4) Fiches de constats

**Plan de l'élevage avicole du GAEC LES PINIERS, La grande Roussière, 85250 SAINT FULGENT**



## N° 1 : Dossier installation classée

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :<br/> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;<br/> - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<br/> - le registre des risques (art. 14) ;<br/> - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;<br/> - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;<br/> - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;<br/> - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;<br/> - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><b>Constats :</b><br/> 44880 poulets répartis dans les bâtiments B1 et B3 sont présents le jour de la visite (fiches d'élevage présentées), le bâtiment B2 étant en vide sanitaire. Ce bâtiment peut héberger environ 70000 poulets selon les exploitants.<br/> Les effectifs sont conformes à l'arrêté d'autorisation de l'élevage.<br/> Le bâtiment B3 dédié initialement à l'élevage de canards a été entièrement réaménagé pour y héberger des poulets uniquement. Les exploitants indiquent ne plus élever de canards.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.<br/> L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p><b>Constats :</b><br/> Les installations sont parfaitement intégrées dans le paysage notamment le dernier bâtiment construit en 2019. Ces installations ainsi que leurs abords sont parfaitement aménagés et entretenus.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Préservation de la biodiversité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau. |
| <b>Constats :</b><br>Les exploitants ont implanté une haie d'espèces locales de part et d'autre du nouveau bâtiment.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.<br>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |
| <b>Constats :</b><br>Les locaux sont maintenus parfaitement propres et rangés ainsi que leurs abords de façon à empêcher la prolifération des insectes et rongeurs. Les abords sont totalement empierrés. La dératisation est réalisée par les exploitants.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 5 : Stockage des effluents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose d'une fosse à lisier qui jusqu'à présent recueillait les lisiers issus du bâtiment canards (B3). Avec l'arrêt de la production de canards, cette fosse ne sert plus qu'à stocker les eaux issues du lavage des bâtiments. Cette fosse est couverte, clôturée et est dotée d'un dispositif de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Une poche souple de 250 m³ a été installée sur la fumière non couverte en complément de la première fosse, toutefois, celle-ci est vide et n'a plus aucune utilité dans la mesure où les exploitants ne souhaitent plus élever de canards.</p> <p>Une fumière couverte permet de stocker le fumier avant leur enlèvement par la société de compostage ou avant leur épandage sur les terres de l'exploitation.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 6 : Accessibilité de l'installation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les abords sont parfaitement stabilisés.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'un poteau incendie implanté à moins de 200 mètres du site.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Chaque bâtiment dispose de deux extincteurs. Ceux-ci ont fait l'objet d'une vérification périodique par une société spécialisée le 28/09/2022.</p> <p>Les vannes de barrage de gaz des trois bâtiments sont installées à l'entrée de ceux-ci dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Sont affichées dans les sas des bâtiments, les numéros d'appel d'urgence ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières vérifications des installations techniques et électriques de l'exploitation ont été réalisées le 01/09/2022 par l'entreprise PASQUIET équipements des HERBIERS. Les exploitants n'employant aucun salarié ou stagiaire, leurs installations sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 9 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits de nettoyage désinfection toxiques ou dangereux pour l'environnement sont stockés dans un local dédié mais ils ne sont pas placés sur bac de rétention.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Action corrective demandée sous un délai de 15 jours  |

**N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué via le forage a été déterminé à environ 5m<sup>3</sup>/jour par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, soit environ 1830 m<sup>3</sup>/an. Son dossier indique également que le nouveau bâtiment est entièrement alimenté par le réseau public. Les exploitants indiquent que le dossier comporte une erreur car le dernier bâtiment construit est entièrement alimenté en eau par le forage à l'instar des deux autres et qu'aucun prélèvement n'est réalisé sur le réseau.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Action corrective demandée sous un délai de 3 mois</b>   |

**N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage utilisé pour le prélèvement d'eau n'est pas équipé d'un dispositif de mesure totalisateur (compteur).</p> <p>Les consommations journalières d'eau de chaque bâtiment sont portées sur chaque fiche d'élevage conservée dans le dossier de l'installation, toutefois les consommations d'eau liées au nettoyage des bâtiment ne sont pas relevées.</p> <p>Les exploitants estiment leur consommation d'eau à environ 6000 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>L'exploitation est toutefois raccordée au réseau d'eau public et l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Action corrective demandée sous un délai de 3 mois</b>  |

**N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé   |
| <b>Constats :</b><br>Le forage est protégé par un capot de fermeture. Toutefois, un trou a été réalisé à quelques centimètres du sol dans un parpaing composant la margelle, permettant le passage d'un tuyau. Ce orifice ne permet plus de garantir le parfait isolement du forage, des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> <b>Action corrective demandée sous un délai de 3 mois</b>  |

**N° 13 : Collecte des eaux de pluie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage. Le dernier bâtiment construit de 3600 m <sup>2</sup> est totalement équipé de gouttières reliées au milieu naturel.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

N° 14 : Déchets et sous-produits animaux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.<br>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.<br>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.<br>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Les déchets de l'exploitation sont stockés dans des locaux fermés.<br>Les volailles mortes sont stockées avant leur enlèvement par l'équarrisseur dans des conteneurs étanches, fermés et réfrigérés.<br>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

N° 15 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.<br>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.<br>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.<br>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.<br>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit. |
| <b>Constats :</b><br>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés (bidons vides...) sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées. Un bon de reprise de la CAVAC en date du 9 mars 2023 nous est présenté.<br>Les animaux morts sont évacués vers la société SECANIM à BENET (85). Un bordereau d'enlèvement en date du 8 mars 2023 nous est présenté.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |



|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.<br/> Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.<br/> L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>   |
| <p><b>Constats :</b><br/> Les MTD contrôlées ne correspondent pas toutes à celles validées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et déclarées dans le dossier de demande d'autorisation à savoir :<br/> MTD 3 et 4 : l'alimentation est en multiphasés (conforme) ;<br/> MTD 5 : la consommation d'eau journalière des animaux est enregistrée sur les fiches d'élevage. Un nettoyeur haute pression est utilisé pour le lavage des bâtiments, mais le volume utilisé pour ce nettoyage n'est pas relevé. L'abreuvement des poulets se fait avec des pipettes anti-gaspillage. Contrairement à ce qui est indiqué dans la technique f) de cette MTD, l'eau du réseau public n'est pas utilisée (non conforme);<br/> MTD 6 : Les eaux de pluie issues des toitures sont évacuées vers le milieu naturel et parfaitement séparées des eaux résiduaires. Les abords des bâtiments sont empierrés et parfaitement entretenus (conforme) ;<br/> MTD 7 : Le projet de mise en place d'une poche de 400 m<sup>3</sup> destinée à récupérer les eaux de lavage avant de les mélanger au lisier de canard n'a pas été réalisé, l'élevage de canards ayant été abandonné (non conforme). Les bâtiments sont équipés de système de chauffage/ventilation/refroidissement à haute efficacité. La ventilation est de type dynamique dans tous les bâtiments. Concernant l'éclairage, un programme lumineux est mis en place (conforme);<br/> MTD 11 et 23 : les bâtiments sont équipés de dispositifs de brumisation. La ventilation des bâtiments présente une faible vitesse à l'intérieur. L'application de ces mesures a permis de réduire les émissions d'ammoniac (conforme) ;<br/> MTD 24 : l'analyse de fumier permettant d'en déterminer la teneur en azote et en phosphore n'est pas réalisée chaque année (non conforme) ;<br/> MTD 25 : les émissions d'ammoniac sont estimées une fois par an à partir du module GEREP (conforme) ;<br/> MTD 29 : la consommation d'eau concernant le nettoyage des bâtiments n'est pas relevée (non conforme) ;<br/> MTD 32 : la ventilation est de type dynamique avec système d'abreuvement par pipettes , les bâtiments sont sur béton (conforme) ;<br/> MTD 33 : Les techniques visées ne sont plus appropriées car les exploitants ont cessé la production de canards et le bâtiment qui leur était affecté (B3) a entièrement été réaménagé pour l'élevage de poulets (non conforme) ;</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Action corrective demandée sous un délai de 3 mois   |



## N° 17 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »<br>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020 |
| <b>Constats :</b><br>La déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale a été réalisée sur le site GEREPE pour l'année 2022.<br>Il est constaté que l'exploitation n'a pas fonctionné normalement en raison de l'épizootie du virus de la grippe aviaire. Moins de lot ont été produits et un lot de dindes a été élevé dans le bâtiment B2. Les exploitants précisent que ce lot a été abattu environ une semaine après sa mise en place dans le cadre de cette crise sanitaire.<br>Un seul lot de canards a été élevé en 2022. Le bâtiment a ensuite été réaménagé de façon à cesser cette production qui a été remplacée par du poulet standard.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

N° 18 : Notification de changement notable

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :<br>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;<br>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;<br>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.<br>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.<br>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.<br>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. |
| <b>Constats :</b><br>Plusieurs modifications ont été apportées aux activités et aux installations, sans que les exploitants en aient informé au préalable le préfet du département. Ces modifications concernent notamment les espèces élevées sur le site (ajout de la production de dindes et arrêt de la production de canards), le réaménagement total du bâtiment B3 dédié initialement aux canards engendrant une modification des effluents produits (fumier à la place du lisier). Par ailleurs, s'agissant de l'eau, le dossier d'autorisation indique l'utilisation d'un forage pour 1800 m <sup>3</sup> environ de l'eau consommée sur l'élevage et l'utilisation de l'eau du réseau pour l'autre partie soit environ 3900 m <sup>3</sup> . Les exploitants indiquent qu'il s'agit d'une erreur car l'eau consommée sur l'élevage est entièrement prélevée via le forage.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Action corrective demandée sous un délai de 3 mois   |